



# Académie des sciences d'outre-mer

## Les recensions de l'Académie<sup>1</sup>

***Où va le monde arabe ? : les enjeux de sa transition / Hasni Abidi***  
**éd. E. Bonnier, 2012**  
**cote : 58.764**

Où va le monde arabe ? est une riche compilation d'articles dont les dix participants signataires, hommes et femmes, ont la plupart en commun à la fois une jeunesse généreuse mais inquiète, une sensibilité plutôt laïque, et un sens ethnique de la globalité arabe, considérée selon le traditionnel et historique tracé *min al khalij ila l'mouhith*, « du Golfe à l'Atlantique », regroupant toutefois des États sensiblement différenciés, sur quelques dix mille kilomètres bordant le Sud de la Méditerranée.

Objet d'un chapitre particulier, les diverses contributions traitent de domaines politiques ou économiques, sans guère aborder les données idéologiques ou religieuses qui ont animé les six États, théâtre d'événements significatifs dans l'évolution des dernières années, sous l'appellation « Printemps arabe ».

Comme il est indiqué en postface, des manifestations populaires et épreuves de force se sont déclenchées dans les capitales dont les régimes ont disparu ou sont en voie d'effondrement. La plupart sont entrées de façon plutôt empirique, dans une phase dite de transition brutale ou douce, volontariste ou réticente, impulsée ou subie.

À l'intérieur de la région arabe, des avancées démocratiques sont amorcées ou encore prévues à travers des tumultes résiduels qui peuvent receler des situations menaçantes. À l'extérieur, des relations renouées sont attendues par les pays arabes, en particulier avec l'Europe et les États-Unis. À l'entendement des capitales en transition, ces relations étrangères devraient comporter une sorte de prime financière, tenant compte de l'effort de démocratisation consenti, parfois au prix du sang et de destructions. Le Monde arabe « n'est plus en stagnation », il en attend des « confirmations ou des révisions » dans les modalités et le volume de ses relations avec la démocratie occidentale, notamment des concours pour l'équipement et le développement.

Les contributions à l'ouvrage abordent des thèmes embrassant la ligne politique des gouvernements mis en place ou en cours dans des stades transitoires, pour un renouveau social, économique, sécuritaire. Le confessionnel n'apparaît guère.





## *Académie des sciences d'outre-mer*

Où va le monde arabe ? couvre ainsi un vaste domaine tant d'envergure géographique que de profondeur historique, et ses développements culturels ou économiques, sans préjudice des incertitudes reconnues, selon les visées manifestes de certains protagonistes du Printemps arabe. Le contour en est délimité, comme la substance qui peut tenir à la confiance que la transition démocratique devrait inspirer à l'intérieur comme à l'extérieur de la région, même s'il demeure des zones d'ombre entre un passé corrompu, autoritaire ou dictatorial, et une situation enfin clarifiée et partagée entre tendances diverses, notamment laïques ou religieuses, libérales ou collectivistes. À ce sujet, différentes conclusions ne manquent ni de pertinence ni d'objectivité, même si elles sont parfois partielles et tributaires de la fragilité de situations encore chancelantes dans certaines capitales arabes.

Globalement l'ouvrage se prête à trois observations. C'est d'abord- chez de jeunes chercheurs universitaires- l'absence remarquable de la dénonciation d'ordinaire systématique des méfaits prêtés au colonialisme sur lequel les analyses arabes ne manquaient pas de souligner des responsabilités occidentales, datant de plus d'un siècle. Il est même fait allusion au rôle initiateur de la *nahda*, l'éveil du Proche Orient, inspiré et soutenu par des Français et Britanniques, au 19<sup>e</sup> siècle. C'est ensuite une neutralité idéologique ou absence d'intérêt pour le dogme marxiste qui a tant prévalu naguère dans la revendication populaire.

Quant à la troisième observation, elle porte sur une relative distance constatable, envers des concepts ou exigences de l'Islam, socio-économiques, privées comme publiques. C'est à peine si l'influence de la *chariâa*, le droit fondamental, est effleurée. La question se pose pourtant inévitable dans de fiévreuses préparations de Conventions annoncées de Tunis, Le Caire ou Sanâa. Bien que les auteurs de l'ouvrage ne le mentionnent pas, il est en effet établi que l'esprit comme la lettre de la *chariâa*, s'imposeraient avant toute autre considération, pour la raison qu'elle est de source divine « *donnée* » à travers le Coran et la Tradition mahométane. Pour les islamistes, se serait donc une faute d'avoir la prétention de créer, acte réservé à *Allah*.

« Transition » évoque une mutation en douceur selon des normes réfléchies, tandis que « révolution » a trait au renversement par la violence, action inacceptable au sens du droit que traduit un adage, évoqué par le *cadi* (magistrat) selon lequel : « *Allah aime la conciliation qui rassemble les croyants, et exècre le couperet qui tranche* ».

Ainsi, les participations à l'ouvrage n'entrent pas dans la donnée religieuse de la « transition » qu'ils analysent sur un plan laïc. Ils rejoignent là un point de vue retenu au Caire, à la destitution du Président Hosni Moubarak, lorsque le Conseil Suprême des Forces Armées a décidé que pour la consultation nationale, la religion n'était pas admise dans les appellations des nouveaux partis politiques. Les *Frères Musulmans* ont ainsi déclaré le Parti de la Liberté et de la Justice qui a remporté le plus de suffrages, tandis que les *Salafistes* (l'islam ancestral) venaient en troisième position avec un titre n'évoquant pas la foi. Au demeurant, certains de ces auteurs ne montrent pas moins d'amertume en évoquant les succès politiques et diplomatiques de la Turquie, en Méditerranée et dans les Balkans, avec pourtant un gouvernement déclaré islamiste qui a distendu ses relations avec l'État israélien.



## *Académie des sciences d'outre-mer*

S'agissant de ces deux régions, l'ouvrage exprime le dépit que suscitent des « tergiversations et attentisme » prêtés aux États européens comme à la Commission de Bruxelles, dans les difficultés de mise en œuvre de la Convention de Barcelone, et création de la « Zone commune de prospérité ». Le chapitre des relations avec l'Union Européenne est conclu sur « l'échec d'autant plus cuisant que la diplomatie française portait seule le combat, avec une conception quasi coloniale de la négociation, et un champ de coopération désespérément réduit et sans pertinence pour l'ensemble de la région ». Mais, il convient de relativiser cette rigueur qui émane du seul non arabe participant à l'ouvrage, haut fonctionnaire helvétique d'enceintes internationales, auteur du chapitre « Sortir de l'impasse ».

Dans ses conclusions, Hasni Abidi, Directeur de la rédaction, est moins sévère, même s'il reprend le terme d'impasse pour évaluer la situation après le Printemps arabe « entre dynamiques internes et influences externes ». Selon lui, « la transition démocratique traverse de grandes turbulences risquant de compromettre le processus de construction politique ». Rappelant que « l'enthousiasme suscité par le discours du Président Obama, au Caire, avait insufflé de l'espoir et des attentes nombreuses », il déplore qu'au Proche Orient « le conflit israélo-palestinien ait été la pierre d'achoppement du mandat du Président américain » en raison de son opposition à l'admission d'un État palestinien à l'ONU ». Déjà « la réaction américaine avait été sévère pour son entrée à l'Unesco ».

À l'égard des Palestiniens, Hasni Abidi reconnaît une « meilleure compréhension des Européens ». Il estime que ceux-ci doivent comprendre aussi que la transition arabe attend que « l'aide humanitaire fasse place à l'aide au développement », même si, concède-t-il, l'Europe traverse une grave crise financière.

Les États arabes en transition espèrent donc de généreuses prestations pour la reconstruction des dégâts causés chez eux, ainsi qu'une prompte réalisation des projets élaborés en commun de part et d'autre de la Méditerranée. L'Europe n'a pas répondu à l'appel des Arabes « comme elle l'a fait pour la transition des Pays de l'Est puis récemment pour la Grèce ». Elle avait apporté « un soutien politique et matériel qui n'a servi que des pouvoirs autoritaires dont on ne pouvait ignorer la nature répressive et contraire à la démocratie ». La déception date du Dialogue Euro-Arabe de 1970, puis Politique de voisinage et triste Union pour la Méditerranée... Bruxelles a dépensé des milliards « en fait pour la consolidation de l'autoritarisme... ».

Il ressort de l'ouvrage qu'il est trop tôt pour émettre un jugement sur la transition arabe, mais, estime l'auteur « il n'est jamais trop tard...comme ce fut le cas pour le processus d'Helsinki, une démarche reprise à Barcelone, mais qui s'est heurtée à l'inexorable conflit israélo-palestinien... C'est pourtant l'Europe, a conclu Hasni Abidi, qui peut garantir la transition,...parler « d'hiver arabe » est injuste et réducteur,...le « Printemps arabe » est loin de connaître un répit ».

**Charles Jeantelot**